



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

116-117 | 2009

Anthropologie, psychanalyse et État

Éditorial

Comité de rédaction



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/3770>

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2009

Pagination : 7-11

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Comité de rédaction, « Éditorial », *Journal des anthropologues* [En ligne], 116-117 | 2009, mis en ligne le 10 avril 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/3770>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Journal des anthropologues

Éditorial

Comité de rédaction

- 1 En ce mois de mai 2009, l'Association française des anthropologues fête tout juste ses trente ans tandis que le *Journal des anthropologues*, fondé en 1990 en remplacement du *Bulletin de l'AFA*, entame sa vingtième année. Le bel âge. Coïncidant avec cette date anniversaire, la revue fait aujourd'hui peau neuve. Nous profitons de cette mue pour rappeler ses objectifs ainsi que son contenu éditorial et quelques-unes des positions assumées collectivement par le comité de rédaction.
- 2 Le *Journal des anthropologues* est né en 1990 de la volonté de transformer le *Bulletin de l'AFA* en une véritable revue de référence pour l'anthropologie. En presque vingt ans, l'évolution de la revue a été notable mais ses grandes orientations éditoriales demeurent identiques. Le *Journal des anthropologues* a pour vocation de se porter au devant de champs de recherche à défricher ; il s'agit d'explorer et de rendre compte des domaines de recherche novateurs susceptibles d'ouvrir de nouvelles perspectives pour la discipline et d'en refléter les avancées. Simultanément, la revue a toujours consacré une part importante de ses publications à des réflexions sur la pratique de l'enquête de terrain ainsi qu'à des considérations épistémologiques. Par là, l'AFA souhaite se faire l'écho de l'évolution des modalités d'exercice de l'anthropologie et de leurs implications concrètes, à la fois dans les sociétés étudiées et pour la production de connaissances sur ces sociétés. C'est aussi pourquoi l'AFA, qui est membre fondateur du Conseil mondial des associations d'anthropologie (WCAA), entend placer son activité éditoriale sous l'égide des anthropologies du monde, pour reprendre la formulation de Gustavo Lins Ribeiro, et contribuer à son niveau à inscrire la réflexion et les travaux anthropologiques français dans les échanges internationaux. C'est dans cette optique que le conseil scientifique du *Journal des anthropologues* a été élargi et internationalisé au cours de ces dernières années.
- 3 À travers sa revue, l'Association française des anthropologues a pour objectif de manifester l'intérêt de la discipline pour la compréhension du monde contemporain et de ses enjeux sociaux, politiques et idéologiques. Le choix a été fait dès l'origine d'alimenter cette orientation sans dogmatisme disciplinaire dans une perspective d'ouverture et de décloisonnement. Soucieux de dépasser les aires culturelles, les dossiers thématiques que nous publions proposent de traiter une problématique dans une perspective comparative

reliant différentes sociétés à travers le monde. Par ailleurs et avec le même esprit de désenclavement, le *Journal des anthropologues* a toujours publié aux côtés d'une majorité d'anthropologues, des spécialistes relevant de disciplines voisines : sociologie, psychanalyse, science politique, économie, etc.

- 4 Nous sommes persuadés que l'attitude inverse, qui voudrait pour préserver une prétendue pureté de l'anthropologie, l'enfermer dans des raisonnements strictement monodisciplinaires, serait le plus sûr moyen d'accélérer son déclin et sa marginalisation. Nos institutions de recherche et nos formations universitaires souffrent de cette attitude, encore très répandue dans la discipline, qui voulait par exemple que dans les années 1980 tout ethnologue s'intéressant aux situations urbaines soit accusé de faire de la sociologie, tandis qu'aujourd'hui l'accusation de « journalisme » est le mode favori de disqualification interne. Cette crispation disciplinaire, à laquelle l'AFA et le *Journal des anthropologues* se sont constamment refusés, est paradoxale. Elle a consisté à rejeter sans cesse hors de la discipline une partie des travaux les plus susceptibles d'en assurer la régénération épistémologique, alors que la demande « extérieure » d'anthropologie a toujours été très forte. Aujourd'hui par exemple, de plus en plus d'ethnologues enseignent ou pratiquent en dehors des départements d'anthropologie ou de sociologie : écoles d'infirmiers, d'architecture, d'ingénieurs, facultés des sciences du sport, formations médico-sociales, etc. Faut-il y voir un éparpillement de la discipline, qui serait à terme menacée de dissolution ? Ne serait-ce pas plutôt un argument en faveur de la pérennisation d'un enseignement de la discipline dans ses départements propres ? Par ailleurs, la diffusion de l'anthropologie dans d'autres modules d'enseignement indique en elle-même la fertilité potentielle d'échanges transdisciplinaires jusqu'à présent peu explorés ou valorisés par les anthropologues.
- 5 Dans cette optique l'Association française des anthropologues réaffirme fortement, à travers l'orientation éditoriale de son *Journal*, la nécessité de fécondation croisée des disciplines les unes par les autres. Ce peut être sur des compagnonnages déjà largement balisés mais toujours à reconsidérer et réexaminer. C'est le cas justement des rapports entre anthropologie et psychanalyse qui sont l'objet de ce numéro. Mais ce peut être aussi sur des pistes demeurées en marge des grands questionnements de l'anthropologie comme en témoignent les appels à contributions publiés dans ce numéro, qu'il s'agisse de l'articulation de l'anthropologie avec les sciences du sport (numéro programmé 1^{er} semestre 2010) ou de la question des handicaps (numéro programmé 2^e semestre 2010). De même le colloque de l'AFA « postures assignées, postures revendiquées » prévu pour novembre 2009 souhaite réunir aux côtés de chercheurs, des praticiens de divers champs d'intervention tels que le travail social, la psychiatrie, l'aide à l'enfance, la justice, etc.
- 6 C'est une formule renouvelée du *Journal des anthropologues* que le lecteur a sous les yeux. Pour partager plus efficacement le travail collectif, les membres du comité de rédaction ont constitué une équipe rédactionnelle, au sein de laquelle chacun prend en charge la responsabilité de rubriques. Nous avons légèrement remanié certaines rubriques et précisé leur contenu, ainsi que le lecteur le découvrira dans ces pages : Recherches et débats ; Anthropologies actuelles ; Échos d'ici et d'ailleurs. Nous relançons également la rubrique « Anthropologie visuelle », qui était tombée en désuétude depuis quelques années. Enfin, la revue est désormais accessible gratuitement sur le portail de *Revues.org* ; sa mise en ligne sera complétée et améliorée au cours des prochains mois.
- 7 Nos rubriques, tout comme les dossiers thématiques issus d'appels à contributions largement diffusés, sont des espaces ouverts et offerts à tous ceux qui souhaitent

soumettre un texte au comité de rédaction. Nous réitérons donc nos appels à la collaboration de tous les anthropologues pour faire vivre ces différentes rubriques qui ont pour objectif de refléter la vitalité de la discipline : débats scientifiques et prises de position polémiques ; restitution « sur le vif » des enjeux sociaux et politiques de bouleversements observés sur nos terrains d'ethnologues ; comptes rendus et analyses de manifestations scientifiques ; textes traitant d'actualité, de mouvements profonds ou d'analyses concernant les supports audiovisuels de l'anthropologie, enfin.

- 8 En ce qui concerne justement l'actualité de notre discipline, il faut constater qu'à l'heure où nous écrivons cet éditorial, le monde universitaire et scientifique traverse une tourmente majeure : la révolte des universitaires dure depuis deux mois et s'étend face à la crise institutionnelle née de la volonté de l'État de mettre la science sous contrôle politique et bureaucratique et de liquider discrètement la fonction publique, dans un enrobage de mots – autonomie, liberté – détournés de leur sens. Le CNRS, pris lui-même dans une « réforme » dont l'issue paraît à terme le démantèlement, reste mobilisé. Parallèlement, les classements des revues par l'ERIH au niveau européen et l'AERES en France, font l'objet d'un rejet d'une partie des revues, et non des moindres. Nous saluons les initiatives et les prises de positions de certains de nos collègues, comme Jean Jamin de *L'Homme*, et nous partageons largement son point de vue¹.
- 9 L'AFA considère que l'université française est actuellement accablée par un train de mesures graves et importantes qui perturbent le travail des enseignants-chercheurs, des chercheurs, des étudiants mais aussi du personnel BIATOSS (Bibliothécaires, ingénieurs, techniciens et ouvriers). Elle est convaincue que ces changements (loi LRU, modification du statut des enseignants-chercheurs, mastérisation de la formation des enseignants du secondaire, destruction de postes, mesures répétitives et arbitraires « d'évaluation », démantèlement des grands organismes de recherche, etc., sans compter les attaques sur l'école depuis la maternelle jusqu'au lycée) contribueront à détruire la nature de ces métiers.
- 10 Elle considère qu'au-delà des effets statutaires et contractuels de la transformation du statut des enseignants-chercheurs et de la modification du contenu de la formation des enseignants, ce sont plus largement des idées et des pratiques que le gouvernement veut briser ou pervertir :
 - idée et pratique du métier d'enseignant-chercheur et du métier de chercheur,
 - idée de l'école et de l'université,
 - idée de la fonction publique.
- 11 Tendre à déconnecter l'enseignement de la recherche, comme l'imposerait la « modulation des services », c'est ignorer que les enseignements universitaires se nourrissent de la recherche et que, réciproquement, transmettre des résultats de recherche amène à de nouveaux questionnements et nourrit de nouvelles recherches.
- 12 Tenir pour nulles certaines publications (qualifiées de « non-publications ») au titre qu'elles ne seraient pas publiées sous le bon format (chapitre de livre, livre plutôt qu'article) ou pas dans la bonne revue, c'est ignorer que la recherche est une entreprise profondément collective qui fructifie aux contacts d'autres recherches et grâce à la lecture des pairs. C'est ignorer aussi que les travaux les plus originaux ou les plus novateurs ne se situent pas forcément dans les publications les plus prestigieuses.

- 13 Enfin, annoncer et distribuer des primes, des chaires ou des prix d'excellence, comme prétend le faire l'actuel ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est une tentative de division et de corruption des enseignants-chercheurs. Le dernier avatar dans cette logique de distribution de prébendes est la création d'un prix Lévi-Strauss en sciences humaines, annoncée à l'occasion du centenaire de ce dernier. Il s'agit d'une politique proprement scandaleuse au moment où des diminutions de postes sont programmées et où les budgets globaux régressent. On voit mal comment le ministère pourrait en escompter de quelconques retombées positives sur la qualité de la recherche française.
- 14 En conséquence, l'AFA se déclare solidaire des manifestations actuelles contre la LRU et les projets de décrets d'application – notamment en ce qui concerne le statut des enseignants-chercheurs – afin de défendre l'université comme un lieu de pensée, de diffusion et de création de savoirs et d'idées. Elle rappelle la nécessité de garantir la liberté intellectuelle par un mode de financement de la recherche qui demeure public, qui respecte le temps de la recherche et qui n'ait pas pour principe d'instaurer suspicion et concurrence généralisées.
-

NOTES

1. Jamin J., 2009. « Éditorial. Les maux et les nombres », *L'Homme*, 189-1 : 7-10. Le classement des revues a fait l'objet de maintes réactions ainsi que d'un débat qui s'est tenu notamment par courriel ; de nombreux textes ont été mis en circulation ou publiés en ligne. Nous signalons notamment deux textes dont l'AFA et le *Journal des anthropologues* sont signataires : la pétition « Pour le retrait complet et définitif des "listes de revues" de l'AERES », publiée le 2 octobre 2008 ainsi que le texte collectif « Les revues en sciences humaines doivent-elles être classées ? » Ces textes peuvent être consultés aux adresses suivantes :
<http://www.appelrevues.org>
<http://www.shesp.lautre.net/spip.php?article46>